

Extrait du registre des délibérations

Décision du Vice-président en charge de la commande publique

Par délégation du Comité syndical

Publiée le

Décision DP_2026_09/GG

Nature : 1 Commande publique - 1.1. Marchés Publics - 1.1.1.6 Autres délibérations

Objet : Décision de remise partielle des pénalités de retard dans le cadre du « Marché public de travaux électricité contrôle-commande et travaux d'aménagement connexe dans le cadre de la mise en conformité au BREF incinération de l'Unité de Valorisation Énergétique du MIRAIL à Toulouse – LOT 1 Contrôle-Commande – Refonte de la Supervision et des Réseaux »

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les dispositions du code de la commande publique ;

Vu le marché n° 2022-10-11 «Travaux électricité contrôle-commande et travaux d'aménagement connexe dans le cadre de la mise en conformité au BREF incinération de l'Unité de Valorisation Énergétique du MIRAIL à Toulouse – LOT 1 Contrôle-Commande – Refonte de la Supervision et des Réseaux. » ;

Vu la notification du marché en date du 24 janvier 2023 à la société SCHNEIDER ELECTRIC, mandataire du groupement conjoint constitué des sociétés EKIUM et EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES SUD OUEST ;

Vu la délibération D2026-17 d'élection des vice-présidents du syndicat mixte Decoset en date du 12 mai 2026,

Vu l'arrêté du Président ARP2026-28 en date du 19 mai 2026 portant délégation de fonction à Mr Jean-Baptiste CAPEL, vice-président en charge de la commande publique,

Considérant que la phase de « conception-réalisation » a débuté le 24 janvier 2023, à compter de la réception de l'ordre de service (n°1) et conformément aux délais d'exécution fixés dans l'Acte d'Engagement pour chacune des 28 réceptions partielles prévues au marché.

Considérant que les stipulations de la section B.4 du CCAP prévoient l'application de pénalités spécifiques en cas de retard affectant les réceptions partielles correspondant à des tâches critiques, à hauteur de 5 000 € HT par jour calendaire de retard de retard à compter du premier jour ;

Considérant que les prestations identifiées aux lignes 4 et 28 de l'article 5.1 de l'acte d'engagement présentent le caractère de tâches critiques au sens des stipulations contractuelles ;

Considérant que, par courrier du 26 novembre 2024, reçu le 5 décembre 2024, DECOSET a informé le groupement titulaire des retards constatés affectant plusieurs réceptions partielles prévues à l'article 5.1 de l'acte d'engagement ;

Considérant que plusieurs échanges de courriers intermédiaires ont eu lieu avec le groupement titulaire qui ont permis progressivement d'étayer et de structurer les échanges et que par un dernier courrier reçu le 23 février 2026, celui-ci a sollicité une remise partielle des pénalités de retard et a produit, les éléments justificatifs relatifs aux causes des retards constatés ;

Concernant la ligne 4 de l'article 5.1 de l'acte d'engagement,

Considérant que la date contractuelle de réception partielle de la ligne 4 intitulée « Réception partielle – 1ère phase de programmation (pour obtenir l'équivalent de la supervision actuelle) », était fixée au 16 juin 2023 ;

Considérant que la réception effective des prestations est intervenue le 02 octobre 2023, soit un retard global constaté de 111 jours calendaires ;

Considérant que pour réalisation des travaux de la ligne 4, l'Unité de Valorisation Energétique (UVE) doit être en arrêt technique général avec une phase de 3 jours ouvrés de test après redémarrage et avant la réception,

Considérant que sur décision du maître d'ouvrage, l'exploitant n'a procédé à l'arrêt technique général de l'UVE qu'à compter du 21 août 2023, soit un début d'arrêt 100 jours après la date de réception contractuelle,

Considérant que le groupement titulaire a procédé à la réception des prestations le 2 octobre 2023, soit 11 jours après le 21 septembre 2023 ;

Considérant qu'il convient de déduire de cette durée les trois jours ouvrés d'essais prévus au calendrier contractuel d'exécution ;

Considérant qu'après prise en compte des causes exonératoires imputables à la maîtrise d'ouvrage, le retard imputable au groupement titulaire est limité à 8 jours calendaires ;

Considérant qu'en application des stipulations du CCAP, le montant des pénalités applicables au titre de ce retard s'établit à la somme de 40 000 € HT ;

Concernant la ligne 28 de l'article 5.1 de l'acte d'engagement.

Considérant que la date contractuelle de réception partielle de la ligne 28, intitulée « Réception partielle BREF – Développement logiciel (futur remplacement des analyseurs) » était fixée au 03 décembre 2023 ;

Considérant que la date de réception effective des prestations est intervenue le 28 octobre 2024, soit 228 jours de retard.

Considérant que la maîtrise d'ouvrage a transmis, par courriels, plusieurs compléments et précisions techniques relatifs au besoin fonctionnel attendus, notamment en août 2023 puis le 9 décembre 2023 ;

Considérant que le groupement titulaire n'a été en mesure de démarrer effectivement les travaux de développement logiciel qu'à compter du 9 décembre 2023,

Considérant que la réalisation complète des prestations nécessitait préalablement le remplacement et la mise en service des nouveaux analyseurs relevant d'autres marchés de travaux ;

Considérant que les mises en services desdits analyseurs ont été échelonnés sur l'ensemble de l'année 2024, la dernière étant intervenue le 13 septembre 2024.

Considérant qu'après recalcul du délai d'exécution tenant compte des causes imputables à la maîtrise d'ouvrage précitées, la nouvelle date de réception pouvait être reportée au 17 octobre 2024 ;

Considérant que le groupement titulaire a procédé à la réception des prestations le 28 octobre 2024, soit un retard de 11 jour calendaire.

Considérant que le retard total constaté, initialement évalué à 638 jours, n'est imputable au groupement titulaire qu'à hauteur de 11 jours ;

Considérant qu'en application des stipulations du CCAP, le montant des pénalités applicables s'établit à la somme de 55 000 € HT ;

Concernant les autres réceptions partielles.

Considérant qu'il ressort de l'instruction des pièces produites, que les retards affectant les lignes 1, 2, 3, 5, 6, 16, 17, 18, 19, 23, 24 et 26 trouvent exclusivement leur origine dans des circonstances imputables à la maîtrise d'ouvrage ou à des contraintes d'exploitation extérieures au titulaire ;

Considérant que les circonstances imputables sont les suivantes :

- Ligne 1 : apports par la maîtrise d'ouvrage après la date butoir visée à l'Acte d'engagement d'informations et compléments nécessaires à la réalisation de la prestation ;
- Ligne 2 : retard dans la réception de la ligne 1 relevant du fait de la maîtrise d'ouvrage, la réception des travaux de la ligne 1 étant nécessaire afin de démarrer et réaliser la prestation de la ligne 2 ;

- Ligne 3 :

- Indisponibilité des personnels de l'exploitant de la maîtrise d'ouvrage dans les délais impartis à l'acte d'engagement ;
- Évolution majeure des besoins de formation par rapport au CCTP initial, sur demande de l'exploitant de la maîtrise d'ouvrage ;
- Lignes 5, 6, 16, 17 et 19 : décalage par la maîtrise d'ouvrage de l'arrêt technique général de l'UVE nécessaire à la réalisation de la prestation ;
- Ligne 18 : retard dans la finalisation de travaux réalisés par d'autres titulaires dans le cadre d'autres marchés de la maîtrise d'ouvrage, travaux devant être finalisés pour permettre la réalisation de la prestation ;
- Ligne 23 : décalage par la maîtrise d'ouvrage de l'arrêt technique de l'atelier mâchefer nécessaire à la réalisation de la prestation ;
- Ligne 24 : décalage par la maîtrise d'ouvrage de l'arrêt technique des aérocondenseurs nécessaire à la réalisation de la prestation ;
- Ligne 26 : décalage des arrêts techniques combinés de l'UVE et du générateur de secours de l'UVE nécessaires à la réalisation de la prestation.

Considérant que ces circonstances constituent des causes exonératoires faisant obstacle à l'application des pénalités contractuelles ;

Le Président du Syndicat Mixte DECOSET décide :

Article 1 : d'appliquer partiellement les pénalités de retard prévues au CCAP au titre des travaux relatifs à la réception partielle de la ligne 4 de l'article 5.1 de l'acte d'engagement intitulée « Réception partielle – 1ère phase de programmation (pour obtenir l'équivalent de la supervision actuelle) », à hauteur de 8 jours de retard imputables au groupement momentané d'entreprises dont l'entreprise SCHNEIDER ELECTRIC est le titulaire mandataire, soit un montant total de 40 000 € HT.

Article 2 : d'appliquer partiellement les pénalités de retard prévues au CCAP au titre des travaux relatifs à la réception partielle de la ligne 28 de l'article 5.1 de l'acte d'engagement intitulée « Réception partielle BREF – Développement logiciel (futur remplacement des analyseurs) », à hauteur de 11 jours de retard imputables au groupement momentané d'entreprises dont l'entreprise SCHNEIDER ELECTRIC est le titulaire mandataire, soit un montant total de 55 000 € HT.

Article 3 : d'accorder au groupement une remise totale des pénalités de retard appliquées au titre des réceptions partielles des lignes 1, 2, 3, 5, 6, 16, 17, 18, 19, 23, 24 et 26 de l'article 5.1 de l'acte d'engagement.

Article 4 : Cette décision sera transmise au représentant de l'Etat et publiée au registre des actes.

Article 5 : Il sera rendu compte de cette décision lors de la prochaine séance en comité syndical.

Fait à Balma, le 24 juin 2026

Le Vice-président en charge de la commande
publique,
Jean-Baptiste CAPEL
par délégation du Comité syndical,



DECHETTERIES - COLLECTES - SELECTIONS - TRAITEMENTS
S.M.
DECOSET

Accusé de réception en préfecture
031-253102636-20260624-DEC-2026-09-AR
Date de télétransmission : 26/06/2026
Date de réception préfecture : 26/06/2026